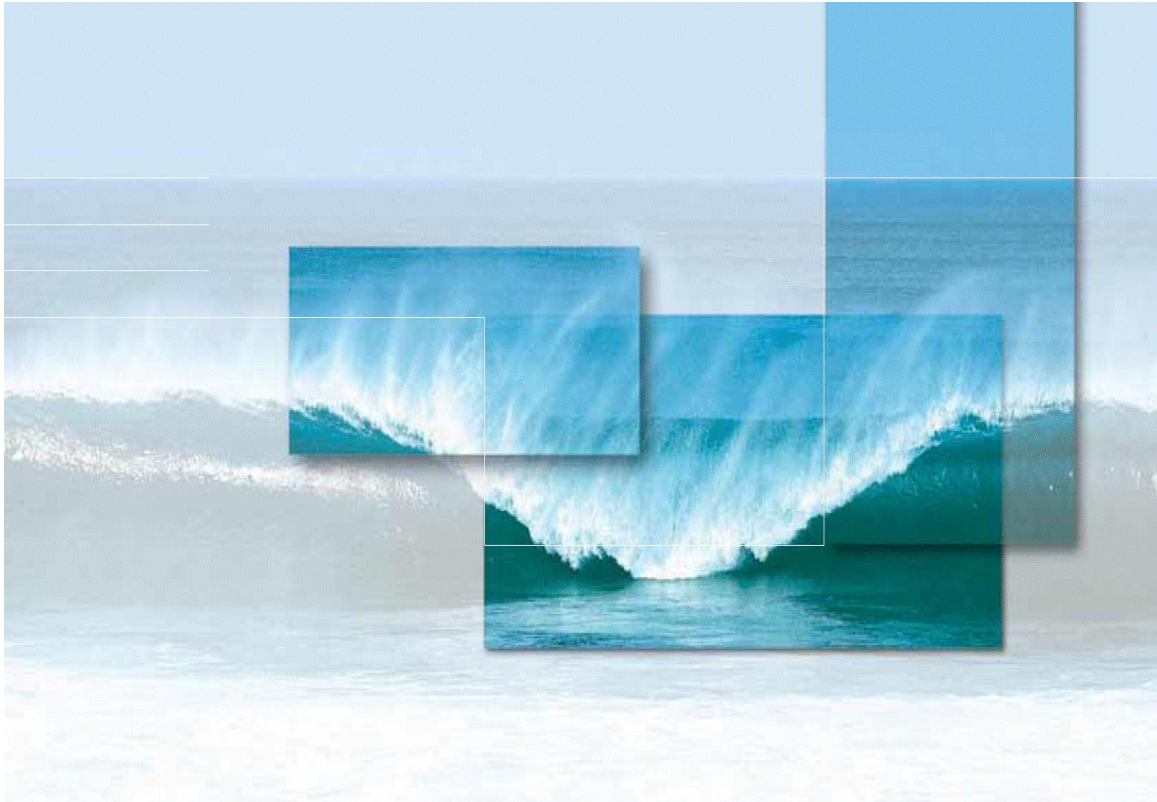




Pêches et Océans  
Canada

Fisheries and Oceans  
Canada



États financiers de

PÊCHES ET OCÉANS CANADA

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2021

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada,  
représenté par le Ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne, 2022  
**États financiers de Pêches et Océans Canada, Pour l'exercice terminé le 31 mars 2021**

N° de cat. Fs1-84/1F-PDF

ISSN 2816-2226



## PÊCHES ET OCÉANS CANADA

### Déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers

La responsabilité de l'intégrité et de l'objectivité des états financiers ci-joints pour l'exercice qui s'est terminé le 31 mars 2021, et tous les renseignements qui y figurent, incombent à la direction de Pêches et Océans Canada. Les présents états financiers ont été préparés par la direction conformément aux politiques comptables du gouvernement du Canada, qui sont fondées sur les normes comptables de la fonction publique du Canada.

La direction est responsable de l'intégrité et de l'objectivité des données qui se trouvent dans les présents états financiers. Certains renseignements présentés dans les états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et le jugement de la direction, et tiennent compte de l'importance relative des postes en question. Pour s'acquitter de ses responsabilités en matière de comptabilité et de présentation de rapports, la direction maintient un ensemble de comptes qui permettent l'enregistrement centralisé des opérations financières du Ministère. Les renseignements financiers présentés aux fins de l'établissement des Comptes publics du Canada et figurant dans le Rapport sur les résultats ministériels concordent avec les présents états financiers.

Il incombe également à la direction de maintenir un système efficace de contrôle interne de la présentation de l'information financière conçu pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable, que les actifs sont protégés et que les transactions sont dûment autorisées et comptabilisées conformément à la Loi sur la gestion des finances publiques et à d'autres lois, règlements, autorisations et politiques applicables.

La direction vise à garantir l'objectivité et l'intégrité des données qui figurent dans ses états financiers en choisissant soigneusement des employés compétents et en assurant leur formation et leur perfectionnement; en prenant des dispositions organisationnelles pour assurer une répartition appropriée des responsabilités; en établissant des programmes de communication pour faire en sorte que tous les membres du Ministère soient au fait des règlements, des politiques, des normes et des pouvoirs de la direction; en effectuant une évaluation annuelle de l'efficacité du système de contrôle interne en matière de rapports financiers fondée sur les risques.

Le système de contrôle interne en matière de rapports financiers est conçu pour atténuer les risques à un niveau raisonnable fondé sur un processus continu qui vise à signaler les principaux risques, à évaluer l'efficacité des principaux contrôles connexes et à apporter les modifications nécessaires.

Une évaluation fondée sur les risques du système de contrôle interne en matière de rapports financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2021 a été réalisée conformément à la Politique sur la gestion financière du Conseil du Trésor. Un résumé des résultats et des plans d'action est présenté dans l'annexe.

L'annexe fournit également des renseignements sur l'état de l'évaluation fondée sur le risque des contrôles sur les services communs fournis par le Ministère et qui ont une incidence sur les états financiers ministériels du bénéficiaire.

L'efficacité et la pertinence du système de contrôle interne du Ministère sont examinées par le personnel de la vérification interne, qui effectue des vérifications et des examens périodiques de différents secteurs d'activité du Ministère, et par le Comité ministériel de vérification, qui surveille les responsabilités de la direction en vue de maintenir des systèmes de contrôle adéquats et la qualité des rapports financiers, et qui recommande les états financiers au sous-ministre.



**PÊCHES ET OCÉANS CANADA**

**Déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en  
matière de rapports financiers (suite)**

Les états financiers de Pêches et Océans Canada n'ont pas fait l'objet d'une vérification.

*Tim Sargent*  
Sous ministre

Ottawa, Canada

Page, Hugo

Digitally signed by Page, Hugo  
Date: 2021.08.26 08:21:33 -0400

*Hugo Pagé*  
Dirigeant principal des finances

Ottawa, Canada

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

**PÊCHES ET OCÉANS CANADA**  
**État de la situation financière (non audité)**  
**Au 31 mars**

(en milliers de dollars)	2021	2020
<b>Passifs</b>		
Créditeurs et charges à payer (note 4)	530 169 \$	504 714 \$
Indemnités de vacances et congés compensatoires	145 864	121 239
Passifs environnementaux (note 5)	281 036	268 022
Revenus reportés (note 6)	11 660	10 608
Obligations au titre d'immobilisations corporelles louées (note 7)	1 321	1 325
Autres passifs (note 8)	65 771	44 496
Avantages sociaux futurs (note 9)	35 710	38 184
Passifs éventuels (note 10)	682 169	669 437
Total des passifs bruts	1 753 700	1 658 025
<b>Passifs détenus pour le compte du gouvernement</b>		
Revenus reportés (note 6)	( 11 660)	( 10 608)
Total des passifs financiers détenus pour le compte du gouvernement	( 11 660)	( 10 608)
<b>Total des passifs nets</b>	<b>1 742 040</b>	<b>1 647 417</b>
<b>Actifs financiers</b>		
Montant à recevoir du Trésor	525 566	489 114
Débiteurs et avances (note 11)	81 826	87 898
Prêts (note 12)	15 519	4 325
Total des actifs financiers bruts	622 911	581 337
<b>Actifs financiers détenus pour le compte du gouvernement</b>		
Débiteurs et avances (note 11)	( 36 355)	( 42 207)
Prêts (note 12)	( 15 519)	( 4 325)
Total des actifs financiers détenus pour le compte du gouvernement	( 51 874)	( 46 532)
<b>Total des actifs financiers nets</b>	<b>571 037</b>	<b>534 805</b>
<b>Dette nette ministérielle</b>	<b>1 171 003 \$</b>	<b>1 112 612 \$</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



## PÊCHES ET OCÉANS CANADA

### État de la situation financière (non audité) (suite)

Au 31 mars

(en milliers de dollars)	2021	2020
Dette nette ministérielle	1 171 003 \$	1 112 612 \$
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance (note 13)	31 851	-
Stocks (note 14)	76 019	70 332
Immobilisations corporelles (note 15)	6 298 817	5 848 517
Total des actifs non financiers	6 406 687	5 918 849
Situation financière nette ministérielle (note 16)	5 235 684 \$	4 806 237 \$

Obligations contractuelles (note 17)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Tim Sargent  
Sous-ministre

Ottawa, Canada

Hugo Pagé  
Dirigeant principal des finances

Ottawa, Canada



## PÊCHES ET OCÉANS CANADA

### État de la situation financière (non audité) (suite)

Au 31 mars

(en milliers de dollars)	2021	2020
<b>Dette nette ministérielle</b>	<b>1 171 003 \$</b>	1 112 612 \$
<b>Actifs non financiers</b>		
Charges payées d'avance (note 13)	31 851	-
Stocks (note 14)	76 019	70 332
Immobilisations corporelles (note 15)	6 298 817	5 848 517
<b>Total des actifs non financiers</b>	<b>6 406 687</b>	5 918 849
<b>Situation financière nette ministérielle (note 16)</b>	<b>5 235 684 \$</b>	4 806 237 \$

Obligations contractuelles (note 17)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

*Tim Sargent*  
Sous-ministre

Ottawa, Canada

*Hugo Pagé*  
Dirigeant principal des finances

Ottawa, Canada

**PÊCHES ET OCÉANS CANADA****État des résultats et de la situation financière nette ministérielle (non audité)  
pour l'exercice terminé le 31 mars**

(en milliers de dollars)	Résultats prévus 2021	2021	2020
<b>Charges</b>			
Pêches	1 176 214 \$	<b>992 916 \$</b>	954 101 \$
Écosystèmes aquatiques	342 855	<b>372 004</b>	328 578
Navigation maritime	310 881	<b>321 561</b>	329 230
Opérations maritimes et intervention	782 624	<b>864 634</b>	838 567
Services internes	444 150	<b>517 542</b>	567 742
<b>Total des charges</b>	3 056 724	<b>3 068 657</b>	3 018 218
<b>Revenus</b>			
Vente de biens et de services	84 583	<b>81 645</b>	92 078
Revenus divers	8 766	<b>6 610</b>	11 685
Revenus gagnés pour le compte du gouvernement	( 53 338)	<b>( 47 248)</b>	( 56 586)
<b>Total des revenus</b>	40 011	<b>41 007</b>	47 177
<b>Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts</b>	3 016 713	<b>3 027 650</b>	2 971 041
<b>Financement du gouvernement et transferts</b>			
Encaisse nette fournie par le gouvernement		<b>3 274 550</b>	3 095 549
Variations des montants à recevoir du Trésor		<b>36 453</b>	( 18)
Services fournis gratuitement par d'autres ministères (note 18)		<b>146 084</b>	149 581
Transfert des paiements de transition pour la mise en oeuvre des paiements de salaires en arriérés		-	( 2)
Éléments d'actif et de passif transférés (à) / d'autres ministères gouvernementaux		<b>10</b>	567
<b>Total du financement du gouvernement et transferts</b>		<b>3 457 097</b>	3 245 677
<b>Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts</b>		<b>( 429 447)</b>	( 274 636)
<b>Situation financière nette ministérielle - début de l'exercice</b>		<b>4 806 237</b>	4 531 601
<b>Situation financière nette ministérielle - fin de l'exercice</b>		<b>5 235 684 \$</b>	4 806 237 \$

Information sectorielle (note 19)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



## PÊCHES ET OCÉANS CANADA

### État de la variation de la dette nette ministérielle (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)	2021	2020
<b>Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts</b>	<b>( 429 447 \$ )</b>	<b>( 274 636 \$ )</b>
<b>Variation due aux immobilisations corporelles</b>		
Acquisition d'immobilisations corporelles	742 069	702 138
Ajustement aux immobilisations corporelles louées	145	1 500
Amortissement des immobilisations corporelles	( 276 949 )	( 242 331 )
Produits de l'aliénation d'immobilisations corporelles	( 1 498 )	( 3 682 )
Perte nette sur l'aliénation d'immobilisations corporelles incluant les ajustements	( 13 477 )	901
Transferts entre ministères	10	567
<b>Total de la variation due aux immobilisations corporelles</b>	<b>450 300</b>	<b>459 093</b>
<b>Variation due aux stocks</b>	<b>5 687</b>	<b>12 749</b>
<b>Variation due aux charges payées d'avance</b>	<b>31 851</b>	<b>-</b>
<b>Augmentation nette de la dette nette ministérielle</b>	<b>58 391</b>	<b>197 206</b>
<b>Dette nette ministérielle – début de l'exercice</b>	<b>1 112 612</b>	<b>915 406</b>
<b>Dette nette ministérielle – fin de l'exercice</b>	<b>1 171 003 \$</b>	<b>1 112 612 \$</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**PÊCHES ET OCÉANS CANADA**  
**État des flux de trésorerie (non audité)**  
**pour l'exercice terminé le 31 mars**

(en milliers de dollars)	2021	2020
<b>Activités de fonctionnement</b>		
<b>Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts</b>	<b>3 027 650 \$</b>	<b>2 971 041 \$</b>
<b>Éléments n'affectant pas l'encaisse :</b>		
Amortissement des immobilisations corporelles	( 276 949)	( 242 331)
Gain (perte) net sur l'aliénation d'immobilisations corporelles incluant les ajustements	( 13 477)	901
Services fournis gratuitement par d'autres ministères (note 18)	( 146 084)	( 149 581)
Paiements de transition pour la mise en oeuvre des paiements de salaires en arriérés	-	2
<b>Variations de l'état de la situation financière :</b>		
Augmentation (diminution) des débiteurs et avances	( 220)	9 770
Augmentation (diminution) des charges payées d'avance	31 851	-
Augmentation (diminution) des stocks	5 687	12 749
Diminution (augmentation) des créditeurs et des charges à payer	( 25 455)	( 11 348)
Diminution (augmentation) des indemnités de vacances et congés compensatoires	( 24 625)	( 17 478)
Diminution (augmentation) des autres passifs	( 21 275)	( 15 166)
Diminution (augmentation) des passifs environnementaux	( 13 014)	( 41 676)
Diminution (augmentation) des avantages sociaux futurs	2 474	( 66)
Diminution (augmentation) des passifs éventuels	( 12 732)	( 119 899)
<b>Encaisse utilisée pour les activités de fonctionnement</b>	<b>2 533 831</b>	<b>2 396 918</b>
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>		
Acquisition d'immobilisations corporelles	742 069	702 138
Produit de l'aliénation d'immobilisations corporelles	( 1 498)	( 3 682)
<b>Encaisse utilisée pour les activités d'investissement en immobilisations</b>	<b>740 571</b>	<b>698 456</b>
<b>Activités de financement</b>		
Paiements des obligations au titre d'immobilisations corporelles louées	148	175
<b>Encaisse utilisée pour les activités de financement</b>	<b>148</b>	<b>175</b>
<b>Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada</b>	<b>3 274 550 \$</b>	<b>3 095 374 \$</b>



## PÊCHES ET OCÉANS CANADA

### Notes aux états financiers (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars

#### 1. Pouvoirs et objectifs

Pêches et Océans Canada a été établi en vertu de la *Loi sur le ministère des Pêches et des Océans* et doit faire rapport au Parlement par l'entremise du ministre des Pêches et des Océans.

Les principales autorités législatives pour Pêches et Océans Canada sont les suivantes :

- *Loi sur les océans;*
- *Loi sur les pêches;*
- *Loi sur les espèces en péril;*
- *Loi sur la protection des pêches côtières; et*
- *Loi sur la marine marchande du Canada de 2001.*

Pêches et Océans Canada est actuellement organisé selon les responsabilités essentielles suivantes:

**Pêches:** Gérer les pêches, l'aquaculture et les programmes de pêche autochtone du Canada, ainsi que soutenir les ports de pêche commerciale tout en appliquant les lois pertinentes.

**Écosystèmes aquatiques :** Conserver et protéger les océans et les autres écosystèmes aquatiques ainsi que les espèces aquatiques du Canada des répercussions humaines et des espèces envahissantes.

**Navigation maritime :** Fournir de l'information et des services pour faciliter la navigation dans les eaux canadiennes.

**Opérations maritimes et intervention:** Offrir des services d'intervention en milieu marin et exploiter la flotte civile du Canada.

**Les Services internes** comprennent ces groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations. Les Services internes désignent les activités et les ressources des 10 services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes d'un ministère. Ces services sont les suivants : services de gestion et de surveillance, services des communications, services juridiques, services de gestion des ressources humaines, services de gestion des finances, services de gestion de l'information, services des technologies de l'information, services de gestion des biens immobiliers, services de gestion du matériel et services de gestion des acquisitions.

#### 2. Sommaire des principales conventions comptables

Ces états financiers ont été préparés conformément aux conventions comptables du gouvernement énoncées ci-après, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes pour le secteur public. La présentation et les résultats qui découlent de l'utilisation des conventions comptables énoncées ne donnent lieu à aucune différence importante par rapport aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.



## PÊCHES ET OCÉANS CANADA

### Notes aux états financiers (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars

#### 2. Sommaire des principales conventions comptables (suite)

Les principales conventions comptables sont les suivantes:

##### **(a) Autorisations parlementaires**

Pêches et Océans Canada est financé par le gouvernement du Canada au moyen d'autorisations parlementaires. La présentation des autorisations consenties à Pêches et Océans Canada ne correspond pas à la présentation des rapports financiers selon les principes comptables généralement reconnus étant donné que les autorisations sont fondées, dans une large mesure, sur les besoins de trésorerie. Par conséquent, les postes comptabilisés dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle ainsi que dans l'état de la situation financière ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux qui sont prévus par les autorisations parlementaires. La note 3 présente un rapprochement entre les deux méthodes de présentation des rapports financiers. Les montants des résultats prévus inclus dans les sections « Charges » et « Revenus » de l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle correspondent aux montants rapportés dans l'État des résultats prospectifs intégrés au Plan ministériel 2020-2021. Les montants des résultats prévus ne sont pas inclus dans la section « Financement du gouvernement et transferts » de l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle ni dans l'État de la variation de la dette nette ministérielle parce que ces montants n'ont pas été inclus dans le Plan ministériel 2020-2021.

##### **(b) Encaisse nette fournie par le gouvernement**

Pêches et Océans Canada fonctionne au moyen du Trésor, qui est administré par le receveur général du Canada. La totalité de l'encaisse reçue par Pêches et Océans Canada est déposée au Trésor et tous les décaissements faits par Pêches et Océans Canada sont prélevés sur le Trésor. L'encaisse nette fournie par le gouvernement est la différence entre toutes les entrées et toutes les sorties de fonds, y compris les opérations entre les ministères au sein du gouvernement fédéral.

##### **(c) Montant à recevoir du Trésor (ou à lui verser)**

Le montant à recevoir du Trésor (ou à lui verser) découle d'un écart temporaire entre le moment où une opération affecte les autorisations du ministère et le moment où elle est traitée par le Trésor. Le montant à recevoir du Trésor correspond au montant net de l'encaisse que le ministère a le droit de prélever du Trésor sans autre affectation d'autorisations pour s'acquitter de ses passifs.

##### **(d) Revenus**

Les revenus provenant de droits réglementaires sont constatés dans les comptes en fonction des services fournis au cours de l'exercice.

Les fonds reçus de tiers de l'extérieur à des fins précises sont comptabilisés à leur réception comme revenus reportés. Ils sont constatés dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées.

Les revenus reportés se composent des montants reçus à l'avance pour la livraison de biens et la prestation de services qui seront reconnus à titre de revenus dans un exercice ultérieur où ils seront gagnés.

Les autres revenus sont constatés dans l'exercice où s'est produit l'évènement qui a donné lieu aux revenus.

Les revenus qui ne sont pas disponibles à être dépensés à nouveau ne peuvent servir à acquitter les passifs du ministère. Bien que l'on s'attende à ce que la sous-ministre maintienne le contrôle comptable, elle n'a pas l'autorité sur la disposition des revenus non disponibles à dépenser à nouveau. Par conséquent, les revenus non disponibles à dépenser à nouveau sont considérés comme étant gagnés pour le compte du gouvernement du Canada et sont donc présentés en réduction du montant brut des revenus de l'entité.



## PÊCHES ET OCÉANS CANADA

### Notes aux états financiers (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars

## 2. Sommaire des principales conventions comptables (suite)

### *(e) Charges*

Les paiements de transfert sont passés en charges durant l'année où le transfert est autorisé et que le bénéficiaire répond aux critères d'admissibilité. Les indemnités de vacances et de congés compensatoires sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent les droits en vertu de leurs conditions d'emploi.

Les services fournis gratuitement par d'autres ministères pour les locaux, les cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires, les services juridiques et les indemnités des accidentés de travail sont comptabilisés à titre de charges de fonctionnement à leur valeur comptable.

### *(f) Avantages sociaux futurs*

(i) **Prestations de retraite** : Les employés admissibles participent au Régime de retraite de la fonction publique, un régime d'avantages sociaux multiemployeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations de Pêches et Océans Canada au régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale du ministère découlant du régime. La responsabilité de Pêches et Océans Canada relative au régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, répondant du régime.

(ii) **Indemnités de départ** : L'accumulation des indemnités de départ pour les départs volontaires a cessé pour les groupes d'employés éligibles. Les employés ont eu la possibilité d'être payé la valeur totale ou partielle des avantages obtenus à ce jour ou de récupérer la valeur totale ou restante des prestations au moment du départ de la fonction publique. L'obligation restante est calculée à l'aide de l'information provenant des résultats du passif déterminé sur une base actuarielle pour les indemnités de départ pour l'ensemble du gouvernement.

### *(g) Débiteurs et prêts*

Les débiteurs et les prêts sont initialement comptabilisés au coût et sont ajustés pour refléter leurs conditions avantageuses. Les conditions avantageuses comprennent les cas où les prêts sont consentis à long terme, à faible taux d'intérêt ou sans intérêt. Les paiements de transfert qui sont remboursables sans conditions sont comptabilisés comme des prêts. Lorsque nécessaire, une provision pour moins-valeur est comptabilisée afin de réduire la valeur comptable des débiteurs et des prêts à des montants qui correspondent approximativement à leur valeur de recouvrement nette.

### *(h) Actifs non financiers*

Les coûts d'acquisition de terrains, de bâtiments, de matériel et d'autres immobilisations sont capitalisés comme immobilisations corporelle et, à l'exception des terrains, sont amortis aux charges au cours de la durée de vie utile estimative des biens, tel que décrit à la note 15. Toutes les immobilisations corporelles et les améliorations locatives dont le coût initial est d'au moins 10 000\$ sont comptabilisées à leur coût d'achat. Les immobilisations corporelles ne comprennent pas les biens immeubles situés sur les réserves, telles que définies par la *Loi sur les Indiens*; des oeuvres d'art, des collections de musées et les terres publiques auxquelles il est impossible d'attribuer un coût d'acquisition; et des actifs incorporels.

Les stocks sont évalués au coût et sont constitués de pièces, matériaux, fournitures et de carburants utilisées lors de la prestation future des programmes et ne sont principalement pas destinés à la revente. Les stocks qui n'ont plus de potentiel de service sont évalués au moindre du coût ou de la valeur de réalisation nette.

### *(i) Passif éventuel*

Les passifs éventuel est une obligation potentielle qui peut devenir une obligation réelle advenant la réalisation ou non d'un ou plusieurs événements futurs. S'il est probable que l'événement futur surviendra ou non et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie, une provision est comptabilisée et une charge est comptabilisée dans les autres charges. Si la probabilité de l'événement ne peut être déterminée ou s'il est impossible d'établir une estimation raisonnable, l'éventualité est présentée dans les notes afférentes aux états financiers.



## PÊCHES ET OCÉANS CANADA

### Notes aux états financiers (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars

#### 2. Sommaire des principales conventions comptables (suite)

##### *(j) Actifs éventuel*

Les actifs éventuels sont des actifs potentiels qui peuvent devenir des actifs réels advenant la réalisation ou non d'un ou plusieurs événements futurs. S'il est probable que l'événement futur surviendra ou non, l'actif éventuel est présenté dans les notes afférentes aux états financiers.

##### *(k) Passifs environnemental*

Un passif environnemental pour l'assainissement des sites contaminés est comptabilisé lorsque tous les critères suivants sont satisfaits : il existe une norme environnementale, la contamination excède la norme environnementale, le gouvernement est directement responsable ou accepte la responsabilité, on prévoit renoncer aux avantages économiques futurs et il est possible de faire une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif rend compte de la meilleure estimation du gouvernement concernant le montant nécessaire pour assainir les sites afin que ces derniers respectent la norme minimale d'exploitation précédant leur contamination. Lorsque les flux de trésorerie futurs nécessaires pour régler ou annuler le passif doivent s'étendre sur de longues périodes futures et sont estimables et prévisibles, il faut utiliser la technique de la valeur actualisée. Le taux d'actualisation utilisé reflète le coût d'emprunt du gouvernement et est associé au nombre estimatif d'années nécessaires pour achever l'assainissement.

Le passif environnemental comptabilisé est rajusté chaque année, au besoin, en fonction des rajustements de la valeur actuelle, de l'inflation, des nouvelles obligations, des variations des estimations de la direction et des coûts réels engagés.

S'il est impossible de déterminer la probabilité de la responsabilité du gouvernement, un passif éventuel est indiqué dans les notes afférentes aux états financiers consolidés.

##### *(l) Incertitude relative à la mesure*

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle effectue des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants comptabilisés et divulgués au titre des actifs, des passifs, des revenus et des dépenses dans les états financiers et les notes complémentaires au 31 mars. Les estimations reposent sur des faits et des circonstances, l'historique la conjoncture économique générale et rend compte de la meilleure estimation du gouvernement concernant le montant connexe à la date des états financiers. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont le passif éventuel, les passifs environnementaux, le passif au titre d'avantages sociaux futurs et la durée de vie utile des immobilisations corporelles.

Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

Les passifs environnementaux sont sujets à une incertitude relative à la mesure, tel que mentionné à la note 5, en raison des technologies en constante évolution utilisées dans l'estimation des coûts d'assainissement des sites contaminés, de l'utilisation d'une valeur actualisée des coûts estimés futurs et du fait que tous les sites n'ont pas fait l'objet d'une évaluation complète de l'étendue et de la nature de l'assainissement ou des coûts de la mise hors service d'immobilisation. Des modifications apportées aux hypothèses sous-jacentes, l'échéancier des dépenses, la technologie utilisée de la révision des normes environnementales ou de changements de réglementation pourraient entraîner des changements considérables aux passifs environnementaux comptabilisés.

##### *(m) Opérations entre apparentés*

Les opérations entre apparentés, autre que les opérations interentités, sont comptabilisés à la valeur d'échange.

Les opérations interentités sont des opérations entre les entités sous contrôle commun. Les opérations interentités, autres que les opérations de restructuration, sont comptabilisées sur une base brute et sont évalués à la valeur comptable, sauf pour ce qui suit :

- i. Les services à recouvrements de coûts sont comptabilisés à titre de revenus et de dépenses sur une base brute et mesurés à la valeur d'échange.
- ii. Certains services reçus gratuitement sont comptabilisés aux fins des états financiers ministériels à la valeur comptable.



## PÊCHES ET OCÉANS CANADA

### Notes aux états financiers (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars

#### 3. Autorisations parlementaires

Pêches et Océans Canada reçoit la plus grande partie de son financement au moyen d'autorisations parlementaires annuelles. Les éléments comptabilisés dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle ainsi qu'à l'état de la situation financière d'un exercice peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires qui ont été approuvées au cours d'un exercice précédent, pendant l'exercice en cours ou qui le seront dans un exercice futur. Par conséquent, les résultats des activités de fonctionnement nets de Pêches et Océans Canada pour l'exercice diffèrent selon qu'ils sont présentés selon le financement octroyé par le gouvernement ou selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux suivants :

#### (a) Rapprochement du coût de fonctionnement net et des autorisations parlementaires de l'exercice en cours utilisés

(en milliers de dollars)	2021	2020
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	3 027 650 \$	2 971 041 \$
<i>Ajustements pour les postes ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui n'ont pas d'incidence sur les autorisations :</i>		
Amortissement des immobilisations corporelles	(276 949)	(242 331)
Gain (perte) net sur l'aliénation d'immobilisations corporelles incluant les ajustements	(13 477)	901
Services fournis gratuitement par d'autres ministères	(146 084)	(149 581)
Diminution (augmentation) des indemnités de vacances et congés compensatoires	(24 625)	(17 478)
Diminution (augmentation) des passifs environnementaux	(13 014)	(41 676)
Diminution (augmentation) des avantages sociaux futurs non imputés aux autorisations	2 474	(66)
Diminution (augmentation) des passifs éventuels	(12 732)	(119 899)
Diminution (augmentation) des revenus reportés	(1 051)	(1 504)
Dépense pour mauvaise créances	3 324	(612)
Remboursement de charges des exercices antérieurs	3 780	7 017
Augmentation des comptes affectés des amendes supplémentaires pour infractions (note 15)	62	(27)
Autres	13 479	6 782
<b>Total des éléments qui ont une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui n'ont pas une incidence sur les autorisations</b>	<b>(464 813)</b>	<b>(558 473)</b>
<i>Ajustements pour les éléments sans incidence sur le coût de fonctionnement net, mais ayant une incidence sur les autorisations :</i>		
Acquisition d'immobilisations corporelles	742 069	702 138
Diminution des obligations au titre d'immobilisations corporelles louées	148	175
Paielements de transition pour la mise en oeuvre des paielements de salaires en arrérages	-	2
Augmentation (diminution) des stocks	5 685	12 749
Salaires payés en trop	4 397	8 438
Augmentation des charges payées d'avance	31 851	-
<b>Total des éléments sans incidence sur le coût de fonctionnement, mais ayant une incidence sur les autorisations</b>	<b>784 150</b>	<b>723 502</b>
<b>Autorisations de l'exercice en cours utilisées</b>	<b>3 346 987 \$</b>	<b>3 136 070 \$</b>



## PÊCHES ET OCÉANS CANADA

### Notes aux états financiers (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars

#### 3. Autorisations parlementaires (suite)

##### (b) Autorisations fournies et utilisées

(en milliers de dollars)	2021	2020
<b>Autorisations fournies :</b>		
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement	2 014 536 \$	2 030 502 \$
Crédit 5 – Dépenses en capital	1 129 771	1 141 336
Crédit 10 – Subventions et contributions	1 004 791	374 869
Crédit 15 - Radiation de dette	3 028	-
Montants législatifs	318 949	158 934
<b>Total des autorisations fournies</b>	<b>4 471 075</b>	<b>3 705 641</b>
<b>Moins :</b>		
Autorisations disponibles pour emploi au cours des exercices ultérieurs	(1 205)	(2 864)
<i>Périmés :</i>		
Fonctionnement	(53 538)	(31 162)
Capital	(356 412)	(439 733)
Subventions et contributions	(712 933)	(95 812)
<b>Autorisations de l'exercice en cours utilisées</b>	<b>3 346 987 \$</b>	<b>3 136 070 \$</b>

#### 4. Crédoiteurs et charges à payer

Le tableau ci-dessous présente les détails des crédoiteurs et des charges à payer de Pêches et Océans Canada :

(en milliers de dollars)	2021	2020
Crédoiteurs – autres ministères et organismes	70 944 \$	65 116 \$
Crédoiteurs – parties externes	157 127	231 749
<b>Total des crédoiteurs</b>	<b>228 071</b>	<b>296 865</b>
Charges à payer	302 098	207 849
<b>Total des crédoiteurs et des charges à payer</b>	<b>530 169 \$</b>	<b>504 714 \$</b>



## **PÊCHES ET OCÉANS CANADA**

### **Notes aux états financiers (non audité)**

#### **pour l'exercice terminé le 31 mars**

## **5. Passifs environnementaux**

### **Assainissement des sites contaminés**

« L'approche fédérale en matière de lieux contaminés » du gouvernement établit un cadre de gestion des sites contaminés en utilisant une approche fondée sur les risques. Selon cette démarche, le gouvernement a dressé l'inventaire des sites contaminés identifiés qui sont situés sur les terres fédérales qui ont été répertoriés, ce qui permet de les classer, de les gérer et de les enregistrer de manière cohérente. Cette démarche systématique aide à repérer les sites à haut risque afin d'affecter des ressources limitées aux sites qui présentent le risque le plus élevé pour la santé humaine et pour l'environnement.

Pêches et Océans Canada a relevé un total de 2 359 sites (2 579 sites en 2020) qui pourraient être contaminés et devoir faire l'objet d'une évaluation, d'un assainissement et d'un suivi. Parmi ces derniers, le Ministère en a évalué 915 sites (888 sites en 2020) pour lesquels des mesures sont possibles et pour lesquels un passif brut de 259 898 348 \$ (246 407 800 \$ en 2020) a été comptabilisé. Cette estimation du passif a été déterminée après la réalisation de l'évaluation des sites par des experts environnementaux.

De plus, un modèle statistique se fondant sur une projection du nombre de sites qui passeront à l'étape des travaux d'assainissement et sur lequel on applique les coûts courants et historiques est utilisé pour estimer le passif d'un groupe des sites non évalués. En conséquence, il existe 291 sites non évalués (318 sites en 2020) pour lesquels un passif estimé de 21 138 139 \$ (21 614 278 \$ en 2020) a été enregistré basé sur ce modèle.

La combinaison de ces deux estimations, totalisant 281 036 487 \$ (268 022 078 \$ en 2020), constitue la meilleure estimation de la direction concernant le coût nécessaire pour assainir les sites afin qu'ils respectent la norme minimale d'exploitation précédant leur contamination, en fonction de l'information connue à la date de préparation des états financiers.

Aucun passif n'a été comptabilisé pour les 1 444 sites restants (1 373 sites en 2020). Certains de ces sites sont à différents stades d'essais et d'évaluations et si l'assainissement est nécessaire, un passif sera comptabilisé dès qu'une estimation raisonnable pourra être déterminée. Pour d'autres sites, le Ministère ne prévoit pas renoncer à des avantages économiques futurs (il y a absence probable de toute incidence environnementale significative ou menace pour la santé humaine). Ces sites seront réexaminés et un passif pour assainissement sera comptabilisé si l'on prévoit renoncer à des avantages économiques futurs.

Le tableau suivant présente les montants totaux estimatifs de ce passif par nature et par source, les recouvrements connexes attendus et les dépenses futures totales non actualisées en date du 31 mars 2021 et du 31 mars 2020. Lorsque l'estimation du passif repose sur des besoins de trésorerie futurs, le montant est rajusté pour tenir compte de l'inflation à partir d'une prévision de l'indice des prix à la consommation (IPC) de 2,0 % (2,0 % en 2020). L'inflation est prise en compte dans le montant non actualisé. On a utilisé le coût d'emprunt du gouvernement du Canada qui s'appliquent aux courbes de rendement coupon zéro pour actualiser les dépenses futures estimatives.

Les taux d'actualisation de mars 2021 vont de 0,24% (0,45% en 2020) pour les emprunts qui échoient à 2 ans à 2,01% (1,37% en 2020) pour les emprunts qui échoient à 30 ans ou plus.



## PÊCHES ET OCÉANS CANADA

### Notes aux états financiers (non audité)

#### pour l'exercice terminé le 31 mars

#### 5. Passifs environnementaux (suite)

LA NATURE ET LA SOURCE DU PASSIF										
Nature et source	2021					2020				
	Nombre de sites totaux	Nombre de sites avec un passif	Passif estimatif	Dépenses totales non-actualisées estimatives	Recouvrements estimatifs	Nombre de sites totaux	Nombre de sites avec un passif	Passif estimatif	Dépenses totales non-actualisées estimatives	Recouvrements estimatifs
Pratiques liées aux carburants <sup>(1)</sup>	84	72	10 491 258 \$	10 895 052 \$	-	91	71	10 723 403 \$	10 827 011 \$	-
Décharges <sup>(2)</sup>	4	3	2 904 891	3 027 783	-	6	4	2 668 939	2 680 425	-
Ouvrages d'ingénierie et transport aérien et routier <sup>(3)</sup>	2	2	66 216	68 438	-	2	2	63 784	65 296	-
Installations maritimes et sites aquatiques <sup>(4)</sup>	2 432	1 079	254 306 926	262 535 093	-	2 653	1 079	242 126 096	245 555 763	-
Bureaux et locaux commerciaux et industriels <sup>(5)</sup>	95	36	11 815 273	12 282 306	-	107	35	9 240 832	9 390 887	-
Autres <sup>(6)</sup>	33	14	1 451 922	1 514 323	-	38	15	3 199 024	3 220 273	-
	<b>2 650</b>	<b>1 206</b>	<b>281 036 486 \$</b>	<b>290 322 995 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>2 897</b>	<b>1 206</b>	<b>268 022 078 \$</b>	<b>271 739 655 \$</b>	<b>- \$</b>

- Contamination principalement associée à l'entreposage et à la manipulation des combustibles, p. ex., déversements accidentels liés aux cuves de stockage des combustibles ou aux anciennes pratiques de manipulation des combustibles, comme les hydrocarbures pétroliers, les hydrocarbures aromatiques polycycliques et BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylène).
- Contamination associée aux anciennes décharges ou à la lixiviation des matériaux déposés dans les décharges, p. ex., métaux, hydrocarbures pétroliers, hydrocarbures aromatiques polycycliques, BTEX, autres contaminants organiques, etc.
- Contamination associée à l'exploitation d'actifs tel qu'aéroports, chemins de fer et routes où des activités telles que le transport et le stockage de carburant, les sites d'élimination des déchets, les installations de formation en lutte contre les incendies et les aires de stockage de produits chimiques ont donné lieu à une contamination antérieure ou accidentelle, p.ex. métaux, hydrocarbures pétroliers, BTEX et autres contaminants organiques.
- Contamination associée à l'exploitation des biens maritimes, comme les installations portuaires, les ports, les systèmes de navigation, les stations de phare, les stations hydrométriques, où les activités comme l'entreposage et la manipulation des combustibles, l'utilisation de peinture à base de métaux sur les stations de phare ont entraîné une contamination antérieure ou accidentelle, p. ex., métaux, hydrocarbures pétroliers, hydrocarbures aromatiques polycycliques et autres contaminants organiques. Les sites ont souvent plus d'une source de contamination.
- Contamination associée à l'exploitation d'installations de bureaux / commerciales / industrielles où des activités telles que le transport et le stockage de carburant, les sites d'élimination des déchets et l'utilisation de peinture contenant des métaux ont donné lieu à une contamination antérieure ou accidentelle, p.ex. métaux, hydrocarbures pétroliers, hydrocarbures aromatiques polycycliques, BTEX, etc.
- Contamination provenant d'autres sources, comme l'utilisation de pesticides, d'herbicides ou d'engrais aux sites agricoles, l'utilisation de BPC, les zones d'entraînement à la lutte contre les incendies, les champs de tir et les installations d'entraînement, etc.

De plus durant l'année, 71 sites ont été fermés (104 sites en 2020), car ils ont été soit assainis, soit évalués et ne répondent plus aux critères de comptabilisation d'un passif.

Les efforts continus du ministère concernant l'évaluation des sites contaminés peuvent entraîner des éléments de passif environnemental



## PÊCHES ET OCÉANS CANADA

### Notes aux états financiers (non audité)

#### pour l'exercice terminé le 31 mars

#### 6. Revenus reportés

Les revenus reportés pour les permis de pêche représentent le solde à la fin de l'exercice des revenus non gagnés résultant des droits reçus avant la prestation des services connexes. Les revenus sont constatés dans la période où les charges sont engagées ou le service exécuté.

Les détails des opérations de ce compte sont comme suit :

(en milliers de dollars)	2021	2020
<b>Solde d'ouverture</b>	<b>10 608 \$</b>	9 103 \$
Montants reçus	11 660	10 608
Revenus constatés	(10 608)	(9 103)
<b>Solde de clôture brut</b>	<b>11 660</b>	10 608
Revenus reportés détenus pour le compte du gouvernement	(11 660)	(10 608)
<b>Solde de clôture net</b>	<b>- \$</b>	- \$

#### 7. Obligations au titre d'immobilisation corporelles louées

Le ministère a conclu un contrat pour louer une immobilisation corporelle d'une valeur de 5,3 millions de dollars et dont l'amortissement cumulé s'élève à 506 milles dollars au 31 mars 2021. L'obligation liée aux exercices à venir s'établit comme suit:

(en milliers de dollars)	Total des versements minimaux futurs	Intérêt théorique (2% to 15%)	Solde de l'obligation 2021	Solde de l'obligation 2020
Immeuble	3 415 \$	2 094 \$	1 321 \$	1,325 \$
<b>Total</b>	<b>3 415 \$</b>	<b>2 094 \$</b>	<b>1 321 \$</b>	<b>1,325 \$</b>

#### 8. Autres passifs

Les autres passifs représentent des fonds reçus par Pêches et Océans Canada en vertu de règlements ou d'ententes de partage des coûts ou des fonds destinés à des projets.

Voici une description détaillée des transactions liées à ces comptes:

(en milliers de dollars)	Solde d'ouverture	Recettes et autres crédits	Paiements et autres imputations	Solde de clôture
Dépôts relatifs à des projets de recherche	15 841 \$	3 630 \$	(7 600 \$)	<b>11 871 \$</b>
Ententes fédérales-provinciales à coûts partagés	26 086	33 216	(7 898)	<b>51 404</b>
Vente d'actifs saisis – <i>Loi sur les pêches</i>	2 007	386	(480)	<b>1 913</b>
Dépôts de garantie d'entrepreneurs	564	172	(151)	<b>585</b>
<b>Total des autres passifs</b>	<b>44 496 \$</b>	<b>37 404 \$</b>	<b>(16 129 \$)</b>	<b>65 771 \$</b>



## PÊCHES ET OCÉANS CANADA

### Notes aux états financiers (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars

#### 8. Autres passifs (suite)

**Dépôts relatifs à des projets de recherche :** Ce compte sert à comptabiliser les contributions reçues d'organisations et de particuliers pour des travaux de recherche.

**Ententes fédérales-provinciales à coûts partagés :** Ce compte sert à comptabiliser les sommes reçues des provinces dans le cadre d'ententes de partage des coûts de programmes. Les fonds sont déboursés selon les ententes.

**Vente d'actifs saisis :** Ce compte sert à comptabiliser les produits de la vente d'actifs saisis par Pêches et Océans Canada de personnes qui contreviennent à la *Loi sur les pêches*. Les sommes ainsi perçues sont retenues dans le Trésor jusqu'à ce que les litiges soient résolus par le ministre de Pêches et Océans Canada ou par les tribunaux.

**Dépôts de garantie d'entrepreneurs :** Ce compte sert à comptabiliser les sommes retenues afin de s'assurer que les engagements des entrepreneurs sous contrats sont respectés, pour protéger les intérêts des sous-traitants, des sous-traitants de deuxième niveau et des fournisseurs, et pour protéger la Couronne contre toute perte qui pourrait être encourue si un soumissionnaire n'honore pas un contrat.

#### 9. Avantages sociaux futurs

##### (a) Prestations de retraite

Les employés de Pêches et Océans Canada participent au Régime de retraite de la fonction publique, qui est parrainé et administré par le gouvernement du Canada. Les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 % par année de services validables multiplié par la moyenne des gains des cinq meilleures années consécutives. Les prestations sont intégrées aux prestations du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec et sont indexées à l'inflation.

Tant les employés que le ministère versent des cotisations couvrant le coût du régime. En raison de modifications à la *Loi sur la pension de la fonction publique* à la suite de la mise en œuvre des dispositions liées au *Plan d'action économique 2012*, les employés cotisants ont été répartis en deux groupes. Les cotisants du groupe 1 sont les membres existants au 31 décembre 2012, et les cotisants du groupe 2 sont les cotisants qui ont rejoint le régime depuis le 1er janvier 2013. Le taux de cotisation de chaque groupe est différent.

Le montant des charges de 2020-2021 s'élève à 118 459 854 \$ (105 119 408 \$ en 2019-2020). Pour les membres du groupe 1, les charges correspondent à environ 1,01 fois (1,01 fois pour 2019-2020) les cotisations des employés et pour le groupe 2, à environ 1,00 fois (1,00 fois en 2019-2020) les cotisations des employés.

La responsabilité du ministère relative au Régime se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du régime.

##### (b) Indemnités de départ

Précédemment, les indemnités de départ accordées aux employés étaient basées sur l'éligibilité de l'employé, les années de services et le salaire au moment de la cessation d'emploi. Par contre, depuis 2011, l'accumulation d'indemnités de départ pour les départs volontaires a cessé pour la majorité des employés. Les employés assujettis à ces changements, ont eu la possibilité de recevoir la totalité ou une partie de la valeur des avantages accumulés jusqu'à présent ou d'encaisser la valeur totale ou restante des avantages au moment où ils quitteront la fonction publique. En date du 31 mars 2021, la majorité des règlements pour encaisser la valeur des indemnités étaient complétés. Ces indemnités ne sont pas capitalisées et conséquemment, les remboursements de l'obligation en cours seront prélevés sur les autorisations futures.

Les changements dans l'obligation durant l'année sont les suivants :

(en milliers de dollars)	2021	2020
Obligation au titre des prestations constituées – début de l'exercice	38 184 \$	38 118 \$
Charge pour l'exercice	2 826	5 428
Prestations versées pendant l'exercice	( 5 300)	( 5 362)
<b>Obligation au titre des prestations constituées – fin de l'exercice</b>	<b>35 710 \$</b>	<b>38 184 \$</b>



## PÊCHES ET OCÉANS CANADA

### Notes aux états financiers (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars

#### 10. Passif éventuel

Les éléments de passif éventuel surviennent dans le cours normal des activités, et leur dénouement est inconnu.

##### Réclamations et litiges

Des réclamations ont été faites auprès du ministère dans le cours normal de ses activités. Certaines réclamations sont assorties d'un montant déterminé, et d'autres pas. Bien que le montant total de ces réclamations soit important, leur dénouement ne peut être déterminé. Le ministère a enregistré une provision pour les réclamations et les litiges pour lesquelles un paiement futur est probable et une estimation raisonnable de la perte peut être effectuée. Les réclamations et litiges pour lesquelles le dénouement est indéterminable et dont le montant peut faire l'objet d'une estimation raisonnable de la direction s'élèvent à environ 16 889 610 \$ (11 300 000 \$ en 2019-2020) au 31 mars 2021.

Il y a deux types importants de réclamations pour Pêches et Océans Canada : les négociations liés ou non aux traités et revendications de litiges généraux.

Les processus de négociation liés ou non aux traités sont menés par Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada (RCAANC) avec le ministère des Pêches et Océans Canada en tant que responsable principale sur les questions relatives à la pêche et à la sécurité maritime. Ces négociations ont lieu dans des régions du pays où les droits et les titres ancestraux n'ont pas été résolus par un traité ou par d'autres moyens légaux. Il y a actuellement 55 négociations liés ou non aux traités en cours sur les pêches et la sécurité maritime au Canada, y compris des discussions sur la reconnaissance des droits des peuples autochtones et l'autodétermination.

Des réclamations ont été faites auprès de Pêches et Océans Canada dans le cours normal de ses activités. Certaines réclamations sont assorties d'un montant déterminé, et d'autres pas. Bien que le montant total de ces réclamations soit important, leur dénouement ne peut être déterminé.

#### 11. Débiteurs et avances

Le tableau suivant présente les détails des débiteurs et des avances de Pêches et Océans Canada :

(en milliers de dollars)	2021	2020
Débiteurs - autres ministères et organismes fédéraux	30 982 \$	31 981 \$
Débiteurs - parties externes	58 460	64 427
Avances comptables	162	190
Sous-total	89 604	96 598
Moins : Provision pour créances douteuses sur les débiteurs des parties externes	( 7 778)	( 8 700)
<b>Débiteurs et avances bruts</b>	<b>81 826</b>	<b>87 898</b>
Débiteurs détenus pour le compte du gouvernement	( 36 355)	( 42 207)
<b>Débiteurs et avances nets</b>	<b>45 471 \$</b>	<b>45 691 \$</b>



## PÊCHES ET OCÉANS CANADA

### Notes aux états financiers (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars

#### 12. Prêts

Le tableau suivant présente les détails des soldes débiteurs des prêts recouvrables de Pêches et Océans Canada :

(en milliers de dollars)	2021	2020
Prêts <sup>(1)</sup>	15 519 \$	5 797 \$
Intérêts courus à recevoir sur prêts	-	1 556
Moins : Provision pour prêts	-	(3 028)
Prêts détenus pour le compte du gouvernement	(15 519 \$)	(4 325 \$)
<b>Prêts nets</b>	<b>- \$</b>	<b>- \$</b>

<sup>1)</sup> Les prêts comprennent :

(a) Les contributions remboursables sans condition d'un montant de 15 519 022 \$ (4 324 831 \$ en 2019-2020) correspondent à des contributions versées à des tiers qui sont remboursables lorsque les conditions précisées dans l'entente entrent en vigueur.

(b) Des prêts totalisant 1 471 652 \$, effectués aux pêcheurs d'aiglelins (1 343 337 \$, intérêt de 8 pourcent par année, remboursable sur une période de 4 ans jusqu'en 1979) et aux producteurs canadiens de poissons de fond congelés (128 315 \$, intérêt de 13 pourcent par année, remboursable sur une période de 7 ans jusqu'en 1987) et des intérêts courus à recevoir sur prêts totalisant 1 556 222 \$, ont été présumés irrécouvrables. Une autorisation parlementaire a été obtenue en 2020-2021 pour les radier.

#### 13. Charges payées d'avance

Le tableau suivant présente les détails des charges payées d'avance de Pêches et Océans Canada:

(en milliers de dollars)	2021	2020
Stratégie nationale de construction navale - navires hauturiers de sciences océanographiques	31 851 \$	- \$

#### 14. Stocks

Le tableau suivant présente les détails des stocks de Pêche et Océans Canada :

(en milliers de dollars)	2021	2020
Stocks conservés pour l'exécution de programmes à une date ultérieure	76 010 \$	70 278 \$
Stocks destinés à la revente	9 \$	54 \$
<b>Total des stocks</b>	<b>76 019 \$</b>	<b>70 332 \$</b>

Le coût des stocks utilisés constaté comme une charge dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle se chiffre à 64 023 806\$ pour 2020-2021 (49 964 982 \$ pour 2019-2020).



## PÊCHES ET OCÉANS CANADA

### Notes aux états financiers (non audité)

#### pour l'exercice terminé le 31 mars

#### 15. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative de l'immobilisation, comme suit:

Catégorie d'immobilisations	Période d'amortissement
Bâtiments	15 à 40 ans
Travaux et infrastructure	5 à 75 ans
Machines et matériel	3 à 25 ans
Informatique	3 à 5 ans
Autre matériel	3 à 25 ans
Navires et bateaux	5 à 40 ans
Aéronefs	10 à 25 ans
Véhicules	6 à 20 ans
Immobilisations corporelles louées	Le moindre de la durée de vie utile ou de la durée du bail
Améliorations locatives	Période d'utilisation prévue; moindre de la durée de vie utile ou de la durée du bail
Travaux en cours	Les travaux en cours sont comptabilisés dans la catégorie applicable dans l'exercice au cours duquel ils deviennent utilisables et ne sont amortis qu'à partir de cette date.

Catégorie d'immobilisations	Coût					Amortissement cumulé					Valeur comptable nette	
	Solde d'ouverture	Acquisitions <sup>(1)</sup>	Ajustements <sup>(2)</sup>	Aliénations et radiations	Solde de clôture	Solde d'ouverture	Amortissement	Ajustements <sup>(2)</sup>	Aliénations et radiations	Solde de clôture	2021	2020
Terrain	22 739	-	514	1	23 252	-	-	-	-	-	23 252	22 739
Bâtiments	911 494	-	47 487	21 673	937 308	555 234	25 095	83	14 377	566 035	371 273	356 259
Travaux et infrastructure	3 150 788	-	155 892	31 176	3 275 504	1 575 119	84 793	352	24 357	1 635 907	1 639 597	1 575 670
Machines et matériel	477 483	10 209	(400 829)	12 511	74 352	298 057	28 292	(260 902)	11 678	53 769	20 583	179 427
Informatique	114 439	-	7 142	8 639	112 942	104 484	7 509	-	8 572	103 421	9 521	9 954
Autre matériel	127	-	436 011	-	436 138	50	8	260 278	-	260 336	175 802	77
Navire et bateaux	3 055 196	393	201 134	4 507	3 252 216	1 632 420	98 980	(30)	3 791	1 727 579	1 524 637	1 422 776
Véhicules	84 483	9 948	5 875	4 116	96 190	47 030	6 019	(13)	3 998	49 038	47 152	37 453
Aéronefs	281 131	-	3 070	-	284 201	44 661	11 290	-	-	55 951	228 250	236 470
Améliorations locatives	574 645	-	33 731	14 587	593 789	385 436	14 737	-	12 783	387 390	206 399	189 210
Travaux en cours	1 813 581	721 519	(482 020)	5 564	2 047 516	-	-	-	-	-	2 047 516	1 813 580
<b>Sous-total immobilisations</b>	<b>10 486 106</b>	<b>742 069</b>	<b>8 007</b>	<b>102 774</b>	<b>11 133 408</b>	<b>4 642 491</b>	<b>276 723</b>	<b>(232)</b>	<b>79 556</b>	<b>4 839 426</b>	<b>6 293 982</b>	<b>5 843 615</b>
<b>Immobilisations corporelles louées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Bâtiments	5 182	145	14	-	5 341	280	226	-	-	506	4 835	4 902
<b>Sous-total immobilisations corporelles louées</b>	<b>5 182</b>	<b>145</b>	<b>14</b>	<b>-</b>	<b>5 341</b>	<b>280</b>	<b>226</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>506</b>	<b>4 835</b>	<b>4 902</b>
<b>Total</b>	<b>10 491 288</b>	<b>742 214</b>	<b>8 021</b>	<b>102 774</b>	<b>11 138 749</b>	<b>4 642 771</b>	<b>276 949</b>	<b>(232)</b>	<b>79 556</b>	<b>4 839 932</b>	<b>6 298 817</b>	<b>5 848 517</b>

Bien que le ministère ait temporairement réduit l'utilisation de certains de ses actifs non financiers pour fournir des biens et des services pendant la pandémie de COVID-19, ces mesures ne devraient pas être de nature permanente et, par conséquent, le ministère n'a pas eu à réviser la méthode d'amortissement ou une estimation de la durée de vie utile restante de ses actifs non financiers.

<sup>(1)</sup> L'acquisition d'immobilisations corporelles, incluse dans la catégorie « Travaux en cours », comprend principalement des actifs en construction, tels que les projets des navires de la pêche en haute mer et les projets d'amélioration de petits bateaux.

<sup>(2)</sup> Les ajustements incluent les travaux en cours de 481 361 810 \$ qui ont été transférés à d'autres catégories à la suite de l'achèvement de l'actif.

La différence peut-être due à des arrondissement



## PÊCHES ET OCÉANS CANADA

### Notes aux états financiers (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars

#### 16. Situation financière nette ministérielle

Une partie de la situation financière nette de Pêches et Océans Canada est réservée et affectée à des fins particulières. Les revenus et les charges connexes sont déclarés dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle.

Le compte des amendes supplémentaires - *Loi sur les pêches* et des règlements y afférant a été établi afin de consigner les amendes imposées par les tribunaux en application de la *Loi*. Le solde du compte doit être utilisé pour la réparation ou la prévention des dommages à l'habitat du poisson ainsi que pour la promotion de la bonne gestion, du contrôle, de la conservation et de la protection de la pêche ou de l'habitat du poisson.

Le compte des amendes supplémentaires - *Loi sur les espèces en péril* et des règlements y afférant a été établi afin de consigner les amendes imposées par les tribunaux en application de la *Loi*. Le solde du compte est destiné à permettre des recherches sur la protection de l'espèce sauvage à l'égard de laquelle l'infraction a été commise.

Voici les opérations portées aux comptes mentionnés ci-dessus :

(en milliers de dollars)	2021	2020
<b>Fonds réservés - Compte des amendes supplémentaires</b>		
<i>Loi sur les pêches</i>		
Solde, début de l'exercice	2 273 \$	2 300 \$
Revenus	63	30
Charges	( 1)	( 57)
<b>Solde, fin de l'exercice</b>	<b>2 335</b>	<b>2 273</b>
<i>Loi sur les espèces en péril</i>		
Solde, début de l'exercice	35	35
Revenus	-	-
Charges	-	-
<b>Solde, fin de l'exercice</b>	<b>35</b>	<b>35</b>
<b>Solde total, fin de l'exercice - Fonds réservés</b>	<b>2 370</b>	<b>2 308</b>
Fonds non réservés	5 233 314	4 803 929
<b>Situation financière nette ministérielle - fin de l'exercice</b>	<b>5 235 684 \$</b>	<b>4 806 237 \$</b>

#### 17. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités de Pêches et Océans Canada peuvent donner lieu à des contrats et des obligations pluriannuels importants en vertu desquels Pêches et Océans Canada sera tenu d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années pour mettre en oeuvre ses programmes.

Voici les principales obligations contractuelles pour lesquelles une estimation raisonnable peut être faite :

(en milliers de dollars)	2022	2023	2024	2025	2026 et ultérieurs	Total
Immobilisations	332 846 \$	169 578 \$	104 074 \$	28 414 \$	- \$	634 912 \$
Achats	42 114	33 159	30 406	25 659	15 460	146 798
<b>Total</b>	<b>374 960 \$</b>	<b>202 737 \$</b>	<b>134 480 \$</b>	<b>54 073 \$</b>	<b>15 460 \$</b>	<b>781 710 \$</b>



## PÊCHES ET OCÉANS CANADA

### Notes aux états financiers (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars

#### 18. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, le ministère est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Les apparentés incluent, entre autres, les personnes faisant partie des principaux dirigeants ou un membre de la famille proche de ces personnes et entités contrôlée en tout ou en partie par un membre des principaux dirigeants ou un membre de la famille proche de ces personnes. Le ministère conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

##### *a) Services communs fournis gratuitement par d'autres ministères*

Au cours de l'exercice, Pêches et Océans Canada a reçu gratuitement des services de certaines organisations de services communs relatifs aux locaux, services juridiques, aux cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires et indemnisation des accidentés du travail. Ces services gratuits ont été constatés à la valeur comptable comme suit dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle :

(en milliers de dollars)	2021	2020
Cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires	92 750 \$	97 760 \$
Installations	48 087	46 951
Services juridiques	4 461	4 138
Indemnisation des accidentés du travail	786	732
<b>Total</b>	<b>146 084 \$</b>	<b>149 581 \$</b>

Le gouvernement a centralisé certaines de ses activités administratives de manière à optimiser l'efficacité et l'efficacités de la prestation des programmes auprès du public. Le gouvernement fait donc appel à des organismes centraux et à des organisations de services communs, de sorte qu'un seul ministère fournisse gratuitement des services à tous les autres ministères et organismes. Le coût de ces services, qui comprennent les services de paye et d'émission des chèques offerts à tous les ministères et organismes par Services publics et Approvisionnement Canada ainsi que les services d'audit offerts par le Bureau du vérificateur général, ne sont pas inclus dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle.

##### *(b) Autres transactions entre apparentés avec autres ministères et organismes*

(en milliers de dollars)	2021	2020
Charges - autres ministères et organismes	552 301 \$	361 072 \$
Revenus - autres ministères et organismes	4	16

Les charges et les revenus inscrits à la section b) n'incluent pas les services communs fournis gratuitement qui sont inscrits dans la section a).



## PÊCHES ET OCÉANS CANADA

### Notes aux états financiers (non audité)

#### pour l'exercice terminé le 31 mars

### 19. Information sectorielle

La présentation de l'information sectorielle est fondée sur l'architecture d'alignement des programmes de Pêches et Océans Canada. La présentation par secteur est fondée sur les mêmes conventions comptables décrites à la note 2, Sommaire des principales conventions comptables. Le tableau qui suit présente les charges engagées et les revenus générés par résultats stratégiques, par principaux articles de dépenses et types de revenus. Voici les résultats de chaque segment pour la période :

	Pêches	Écosystèmes aquatiques	Navigation maritime	Opérations maritimes et intervention	Services internes	2021	2020
(en milliers de dollars)							
<b>Paiements de transfert</b>							
Premières Nations et Inuits	132 750 \$	5 431 \$	- \$	7 487 \$	- \$	<b>145 668 \$</b>	151 411 \$
Organismes sans but lucratif	22 864	66 194	-	7 039	500	<b>96 597</b>	81 270
Autres paliers gouvernementaux au Canada	-	-	-	-	-	-	4 143
Particuliers	126 958	107	-	-	-	<b>127 065</b>	3 351
Autres pays et organisations internationales	907	550	75	-	-	<b>1 532</b>	2 261
Industrie	35 939	611	-	-	-	<b>36 550</b>	29 978
<b>Total des paiements de transfert</b>	<b>319 418</b>	<b>72 893</b>	<b>75</b>	<b>14 526</b>	<b>500</b>	<b>407 412</b>	<b>272 414</b>
<b>Charges de fonctionnement</b>							
Salaires et avantages sociaux	375 863	186 749	183 062	480 376	242 485	<b>1 468 535</b>	1 331 310
Passifs éventuels (Note 10)	(3 057)	-	-	-	15 788	<b>12 731</b>	119 899
Services professionnels et spéciaux	104 920	68 236	32 156	76 743	99 333	<b>381 388</b>	357 841
Amortissement des immobilisations corporelles	79 917	4 005	40 627	102 178	50 222	<b>276 949</b>	242 331
Services de réparation et d'entretien	50 325	2 053	11 040	94 054	25 926	<b>183 398</b>	198 934
Services publics, matériel, fournitures et essence	27 270	12 000	22 114	32 184	9 902	<b>103 470</b>	117 801
Voyages, réinstallations et fret	6 723	2 057	3 768	15 416	1 286	<b>29 250</b>	79 945
Machinerie et matériel	12 190	6 740	15 742	19 526	24 683	<b>78 881</b>	83 095
Location	7 957	10 248	2 489	22 249	6 118	<b>49 061</b>	51 198
Paiements versés en remplacement d'impôt aux municipalités	-	-	-	-	10 729	<b>10 729</b>	10 880
Télécommunications	1 398	409	2 790	4 297	6 318	<b>15 212</b>	12 637
Passifs environnementaux (Note 5)	-	-	-	-	13 014	<b>13 014</b>	41 676
Services de communication	1 114	612	925	514	632	<b>3 797</b>	3 485
Autres	8 878	6 002	6 773	2 571	10 606	<b>34 830</b>	94 772
<b>Total des charges de fonctionnement</b>	<b>673 498</b>	<b>299 111</b>	<b>321 486</b>	<b>850 108</b>	<b>517 042</b>	<b>2 661 245</b>	<b>2 745 804</b>
<b>Total des charges</b>	<b>992 916 \$</b>	<b>372 004 \$</b>	<b>321 561 \$</b>	<b>864 634 \$</b>	<b>517 542 \$</b>	<b>3 068 657 \$</b>	<b>3 018 218 \$</b>



**PÊCHES ET OCÉANS CANADA**  
**Notes aux états financiers (non audité)**  
**pour l'exercice terminé le 31 mars**

**19. Information sectorielle (suite)**

(en milliers de dollars)	Pêches	Écosystèmes aquatiques	Navigation maritime	Opérations maritimes et intervention	Services internes	2021	2020
<b>Revenus</b>							
Vente de biens et de services	39 308 \$	47 \$	42 227 \$	23 \$	40 \$	<b>81 645 \$</b>	92 078 \$
Autres	5 436	4	289	722	159	<b>6 610</b>	11 685
Revenus gagnés pour le compte du gouvernement	(44 682)	(50)	(1 572)	(745)	(199)	<b>(47 248)</b>	(56 586)
<b>Total des revenus</b>	<b>62</b>	<b>1</b>	<b>40 944</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>41 007</b>	<b>47 177</b>
<b>Coût net des activités poursuivies</b>	<b>992 854 \$</b>	<b>372 003 \$</b>	<b>280 617 \$</b>	<b>864 634 \$</b>	<b>517 542 \$</b>	<b>3 027 650 \$</b>	<b>2 971 041 \$</b>



Fisheries and Oceans  
Canada

Pêches et Océans  
Canada



## PÊCHES ET OCÉANS CANADA

### ANNEXE À LA DÉCLARATION DE LA RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION ENGLOBANT LE CONTRÔLE INTERNE EN MATIÈRE DE RAPPORTS FINANCIERS

EXERCICE FINANCIER 2020 - 2021



## PÊCHES ET OCÉANS CANADA

### Annexe à la déclaration de la responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers

#### Exercice financier 2020-2021

---

#### Table des matières

<b>1. Introduction.....</b>	<b>3</b>
<b>2. Système ministériel de contrôle interne en matière de rapports financiers.....</b>	<b>3</b>
2.1 <i>Gestion du contrôle interne.....</i>	<i>3</i>
2.2 <i>Ententes de services relatives aux états financiers.....</i>	<i>4</i>
<b>3. Résultats de l'évaluation ministérielle au cours de l'exercice financier 2020-2021.....</b>	<b>5</b>
<b>4. Plan d'action ministériel.....</b>	<b>6</b>
4.1 <i>Progrès accomplis au cours de l'exercice financier 2020-2021.....</i>	<i>6</i>
4.2 <i>Plan d'action pour le prochain exercice et les exercices à venir.....</i>	<i>7</i>



## PÊCHES ET OCÉANS CANADA

### **Annexe à la déclaration de la responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers** **Exercice financier 2020-2021**

#### **1. Introduction**

Le présent document fournit des renseignements sommaires sur les mesures prises par Pêches et Océans Canada pour maintenir un système efficace de contrôle interne en matière de rapports financiers, y compris l'information sur la gestion du contrôle interne, les résultats d'évaluation et les plans d'action connexes.

Des renseignements détaillés sur les pouvoirs, le mandat et les activités de programme du Ministère figurent dans le Rapport sur les résultats ministériels de 2020-2021 et le Plan ministériel 2020-2021.

#### **2. Système ministériel de contrôle interne en matière de rapports financiers**

##### **2.1 Gestion du contrôle interne**

Pêches et Océans Canada dispose d'une structure de gouvernance et de responsabilisation bien établie pour appuyer les mesures d'évaluation et la surveillance ministérielles de son système de contrôle interne. Un cadre ministériel de gestion du contrôle interne, approuvé par le sous-ministre, est actuellement en place et comprend :

- des structures de responsabilisation organisationnelle relatives à la gestion du contrôle interne en vue de favoriser une saine gestion financière, notamment les rôles et les responsabilités des cadres supérieurs dans leurs secteurs de responsabilité pour la gestion du contrôle;
- les valeurs et l'éthique;
- des communications et une formation continues sur les exigences réglementaires, de même que des politiques et des procédures assurant une gestion et un contrôle financiers solides;
- une surveillance trimestrielle de la gestion du contrôle interne et des mises à jour régulières à ce sujet, ainsi que la communication des résultats d'évaluation et des plans d'action connexes au sous-ministre, à la haute direction du Ministère et, s'il y a lieu, au Comité ministériel de vérification.

Le Comité ministériel de vérification offre des conseils à la sous-ministre sur la pertinence et le fonctionnement des processus et des cadres de gestion du risque, du contrôle et de la gouvernance du Ministère.



## PÊCHES ET OCÉANS CANADA

### **Annexe à la déclaration de la responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers Exercice financier 2020-2021**

#### **2.2 Ententes de services relatives aux états financiers**

Pêches et Océans Canada compte sur d'autres organisations pour le traitement de certaines transactions qui sont consignées dans ses états financiers.

##### **Ententes courantes**

- Services publics et Approvisionnement Canada gère de façon centralisée la rémunération et l'approvisionnement de biens et de services conformément à la délégation des pouvoirs de Pêches et Océans Canada, et offre des services d'hébergement.
- Le Secrétariat du Conseil du Trésor fournit à Pêches et Océans Canada des renseignements servant à calculer diverses charges à payer et provisions, comme le passif accumulé lié aux indemnités de départ.
- Le ministère de la Justice offre des services juridiques à Pêches et Océans Canada
- Services partagés Canada offre à Pêches et Océans Canada des services d'infrastructure de technologie de l'information dans les domaines des centres de données et des services de réseau. La portée et les responsabilités sont traitées dans les ententes interministérielles conclues entre Services partagés Canada et Pêches et Océans Canada.

##### **Ententes particulières**

- Des fournisseurs de services externes, en vertu d'un contrat conclu avec le gouvernement du Canada, administrent la facturation des recettes des droits de services de navigation maritime pour la côte Est au nom du programme de navigation maritime de la Garde côtière canadienne. Ces fournisseurs de services veillent à ce que les droits appropriés soient facturés. Ils ont le pouvoir et la responsabilité de veiller à ce que la facturation des droits des services de navigation maritime de la région de l'Est soit effectuée conformément aux modalités établies par le programme de navigation maritime de la Garde côtière canadienne. Par conséquent, on peut compter sur les procédures de contrôle de ces fournisseurs de services externes.
- Services publics et Approvisionnement Canada offre à Pêches et Océans Canada des services de facturation, des services bancaires, des services de traitement électronique de fonds et d'autres services de paiement similaires pour une grande partie des recettes provenant des permis de pêche commerciale et des droits de services maritimes par l'entremise du bouton d'achat du receveur général.



## PÊCHES ET OCÉANS CANADA

### Annexe à la déclaration de la responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers Exercice financier 2020-2021

---

#### 3. Résultats de l'évaluation ministérielle au cours de l'exercice financier 2020-2021

Les constatations principales et les ajustements importants requis suivant les activités d'évaluation de l'exercice en cours sont résumés ci-après.

##### **Contrôles clés nouveaux ou modifiés de façon importante**

Pour l'exercice en cours, aucun contrôle clé ayant des processus existants n'a fait l'objet de modifications importantes nécessitant une réévaluation.

La pandémie a eu une incidence sur l'environnement de contrôle du Ministère sans nuire à l'efficacité des contrôles clés. Certains processus manuels ont été remplacés par des processus numériques ou électroniques. C'est le cas de la plupart des signatures manuscrites qui sont remplacées par des signatures numériques lors de l'approbation des documents.

##### **Programme de surveillance continue:**

Dans le cadre de son plan de surveillance continue, le Ministère a complété l'évaluation des contrôles au niveau de l'entité. La plupart des contrôles clés qui ont été évalués fonctionnent comme prévu. Les mesures correctives nécessaires sont en cours d'exécution pour les éléments désignés. En outre, le Ministère a commencé à effectuer des examens relatifs à l'établissement des coûts et du budget et aux prévisions, à mener des projets liés à sa réponse à la pandémie de COVID-19 et a soutenu la mise en œuvre de SAP, son nouveau système financier, en avril 2021.

Enfin, le Ministère a réalisé une évaluation des risques au cours de l'exercice 2020-2021 au moyen d'une analyse de la conjoncture comprenant des contrôles de la mise en œuvre du système financier SAP. Les résultats de l'évaluation des risques ont servi à mettre à jour le plan de surveillance continue du Ministère fondé sur les risques pour les trois prochaines années (voir la section 4.2).



## PÊCHES ET OCÉANS CANADA

### Annexe à la déclaration de la responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers Exercice financier 2020-2021

#### 4. Plan d'action ministériel

##### 4.1 Progrès accomplis au cours de l'exercice financier 2020-2021

Pêches et Océans Canada a poursuivi sa surveillance continue selon le plan de rotation de l'exercice financier précédent, comme l'indique le tableau suivant.

##### Progrès accomplis au cours de l'exercice financier 2020-2021

Plan cyclique de surveillance continue de l'exercice précédent pour l'exercice en cours	État
Contrôles au niveau de l'entité	Les tests de contrôle de l'efficacité opérationnelle ont été effectués. Dans la plupart des cas, les contrôles clés qui ont été mis à l'essai ont obtenu le rendement attendu. Les mesures correctives nécessaires sont en cours d'exécution pour les éléments désignés.
Planification, budgétisation et prévisions, Calcul des coûts, immobilisations	Le Ministère a commencé à effectuer des examens relatifs à l'établissement des coûts et du budget et aux prévisions. Des efforts ont également été consacrés à la mise en œuvre du nouveau système financier du Ministère, SAP, en avril 2021. Les essais d'efficacité de la conception ont été réalisés et les contrôles sont prêts à être testés conformément au plan pluriannuel.



## PÊCHES ET OCÉANS CANADA

### Annexe à la déclaration de la responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers

#### Exercice financier 2020-2021

#### 4.2 Plan d'action pour le prochain exercice et les exercices à venir

Le plan de rotation des activités de surveillance continue de Pêches et Océans Canada pour les trois prochains exercices, fondé sur la validation annuelle des processus et contrôles à risque élevé et des ajustements connexes au plan de surveillance continue, au besoin, est présenté dans le tableau suivant.

##### Plan de rotation des activités de surveillance continue

Principaux domaines de contrôle	Plan de surveillance continue à venir		
	2021-2022	2022-2023	2023-2024
Contrôles au niveau de l'entité	Non	Non	Non
Immobilisations corporelles	Oui	Oui	Oui
Stocks	Non	Oui	Oui
Clôture financière	Oui	Oui	Non
Recettes			
- Droits de services maritimes	Oui	Oui	Non
- Permis de pêche	Oui	Oui	Non
Budgétisation et prévisions (comprend l'attestation du directeur principal des finances)	Oui	Oui	Non
Charges d'exploitation et crédetes	Oui	Oui	Oui
Passif environnemental	Non	Non	Non
Rémunération	Non	Oui	Oui
Subventions et contributions	Non	Oui	Non
Délégations de pouvoirs	Non	Oui	Oui
Contrôles généraux des technologies de l'information	Oui	Oui	Oui
Coûts	Oui	Oui	Oui
Système de gestion des salaires	Oui	Oui	Non